

4€  
90  
en plus  
du Monde

Uniquement  
en France  
métropolitaine

Photographie  
Cher Jeff Wall

Page 23

« Le Monde des livres »

► Lumineux Henry Bauchau  
► Hans Magnus Enzensberger



Vendredi 19 mars 2010 - 66<sup>e</sup> année - N°20264 - 1,40 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

## Pourquoi les banlieues sensibles ne votent plus

■ Dans certains quartiers et cités, l'abstention a dépassé 80 % au premier tour  
■ Un rapport juge inefficaces les 40 milliards investis dans la politique de la ville

Déjà historique au niveau national, le taux d'abstention aux élections régionales (53,6%) est encore plus impressionnant dans certaines villes ou cités populaires. A Vaulx-en-Velin (Rhône), Sarcelles (Val-d'Oise) ou Roubaix (Nord), la participation n'atteint même pas 30% des inscrits. Et encore, ces chiffres ne disent pas tout, car, dans ces villes, environ un électeur potentiel sur quatre ne serait même pas inscrit sur les listes électorales. « La norme, dans ces quartiers, c'est de ne pas voter », analysent deux chercheurs, Céline Braconnier et Jean-Yves

Dormagen, qui observent que « les communes les plus touchées par l'abstention massive sont celles où Ségolène Royal avait obtenu les meilleurs scores en 2007 ».

Cet abstentionnisme n'est que l'un des symptômes de la ghettoïsation de certains quartiers, un phénomène qui reste massif malgré les dizaines de milliards d'euros investis dans la rénovation urbaine. En matière de mixité sociale, celle-ci est un échec, conclut un rapport réalisé pour l'Agence nationale de rénovation urbaine que révèle Le Monde. ■

Lire page 10

■ **Martine Aubry en campagne**

La première secrétaire du PS en Corse et dans les Pays de la Loire. P. 9

■ **Bretagne** Ecologistes et socialistes : les raisons de la désunion. P. 9

■ **UMP** François Fillon demande aux électeurs de « calmer les ardeurs » de la gauche. P. 12

■ **Outre-mer** Pour atténuer les effets de la défaite annoncée du 21 mars, la droite mise sur la Guyane et La Réunion. P. 12

■ **MoDem** Qui remplira le vide politique créé par l'insuccès de la formation de François Bayrou ? P. 12

## Angela Merkel brise un tabou en envisageant l'exclusion d'un pays de la zone euro

■ La chancelière remet en cause le soutien de l'Union européenne à la Grèce

Berlin  
Envoyée spéciale

Cette fois, Angela Merkel a mis les points sur les « i ». Devant les députés allemands, mercredi 17 mars, la chancelière a affirmé sans ambiguïté son opposition à un soutien financier à la Grèce. Elle a choisi la solennité du lieu et du moment, à l'occasion d'un de ses rares discours au Parlement, pour déclarer ce que jusqu'ici aucun chef de gouvernement n'avait osé. La zone euro, a-t-elle dit, devrait pouvoir exclure un de ses mem-

bres, en dernier recours, « lorsqu'il ne remplit pas les conditions, encore et encore », imposées par le pacte de stabilité.

M<sup>me</sup> Merkel a levé un tabou : l'hypothèse de l'exclusion d'un pays de la zone euro envisagée comme sanction ultime. Cette sommation à respecter l'orthodoxie financière est le nouvel épisode du feuilleton de la crise grecque, dans lequel la France et l'Allemagne révèlent leurs divergences.

La première prône la solidarité, l'autre le respect des règles. Ce n'est pas un hasard si M<sup>me</sup> Merkel a affiché sa fermeté deux jours après la réunion de l'eurogrou-

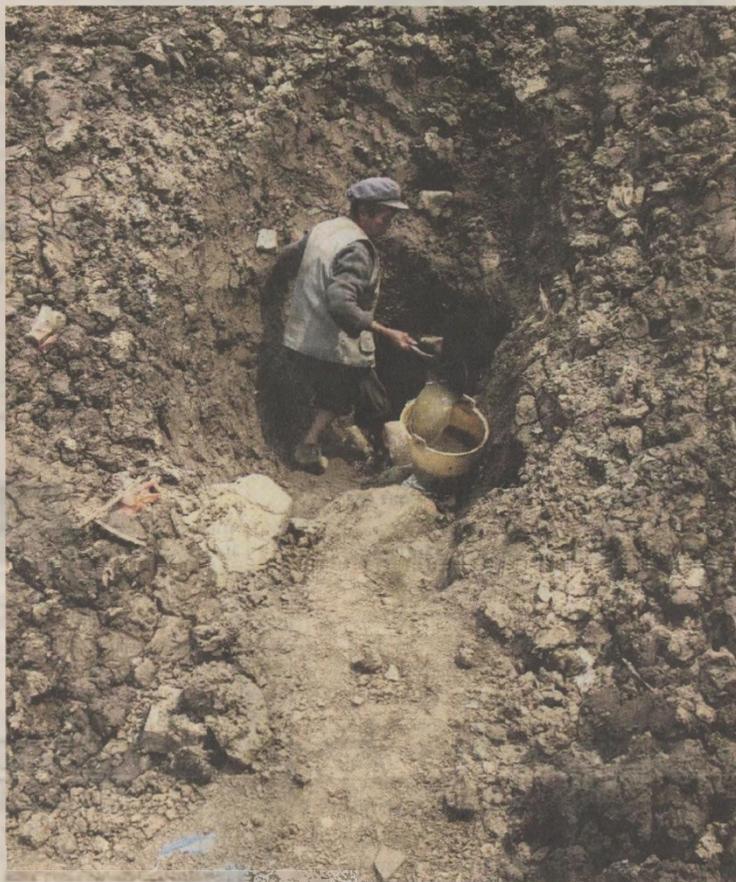
pe où ont été débattues les modalités d'aide à la Grèce, aide dont elle ne veut pas.

Lundi, la ministre française de l'économie, Christine Lagarde, avait ouvert le feu dans le *Financial Times*. Elle avait accusé l'Allemagne, championne européenne des exportations, de tasser ses coûts de production pour favoriser son excédent commercial, au détriment de la consommation nationale, des exportations de ses voisins, de l'équilibre général.

Marion Van Renterghem

► Lire la suite page 8  
et l'éditorial page 2

## Dans le Sud-Ouest chinois, la pire sécheresse depuis cent ans



Dans un village de la province du Yunnan, le 16 mars. REUTERS

Shanghai  
Correspondant

La sécheresse aiguë qui touche le sud-ouest de la Chine, et dont l'épicentre, au confluent des provinces du Yunnan et du Guizhou et de la région autonome Zhuang du Guangxi, recouvre une superficie équivalente à plus de la moitié de la France, soulève de nouvelles ques-

tions sur la durabilité du modèle de développement chinois.

Certes, on se rassure en se disant que la mousson sera là dès le mois de mai. Mais c'est l'urgence sociale dans ces campagnes très pauvres et parfois extrêmement reculées, où l'armée assure des distributions d'eau potable.

Brice Pedroletti

► Lire la suite page 4

## Le regard de Plantu



## Demain dans Le Monde

« Le Monde Magazine » Simone Veil à l'Académie française : les hommages de Valéry Giscard d'Estaing, Serge Klarsfeld, Jacques Delors. Les pompiers d'Aubervilliers éteignent aussi l'incendie social

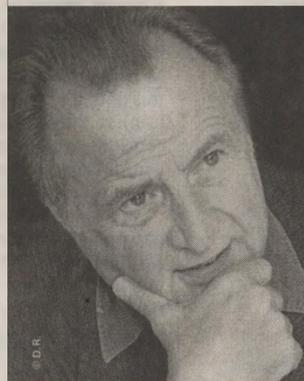
## Les Pougatchev, des Russes très parisiens

**Enquête** Sergueï, le père, 47 ans, possède Hédiard, quelques chantiers navals russes et des actifs très diversifiés. Le fils, Alexandre, 25 ans, est le propriétaire de *France-Soir* nouvelle formule. Portrait d'une famille qui monte. P. 20

## L'UE en quête d'un rôle au Proche-Orient

**Catherine Ashton** En visite à Jérusalem et en Cisjordanie, la chef de la diplomatie européenne souligne que « personne n'a à déterminer comment les Européens doivent s'impliquer ». A Bruxelles, son voyage est considéré comme un test. P. 6

Gallimard  
présente



## Régis Debray Dégagements

« Ce livre est une bouffée d'air frais, mais aussi un feu d'artifice. » Robert Solé, *Le Monde*

« Notes quotidiennes brillantes, commentaires scrupuleux du spectacle du monde, inspirés par la vie et l'actualité. » Étienne de Montety, *Le Figaro*

nrf

## Editorial Eurodivision

S'ils ont encore de l'appétit, ce qui est probable, les spéculateurs ont un « boulevard » avec la dette souveraine grecque. Ce qu'ils aiment, les spéculateurs, c'est l'ambiguïté, les moments de flou, qui laissent de la marge ; ce qu'ils détestent, ce sont les situations claires, prévisibles, qui ne laissent guère de place au doute. Or le moins que l'on puisse dire est que le comportement des Européens cette semaine sur la question grecque relève d'une invraisemblable cacophonie. Pour aboutir à cette situation : il est toujours impossible de savoir si oui ou non les Européens vont venir à l'aide de la Grèce, un pays de la zone euro au bord du défaut de paiement !

Résumé des derniers épisodes. Lundi 15 mars, réunion des ministres des finances des 16 de la zone euro, étendue le lendemain à l'ensemble des 27 de l'Union européenne. On croit saisir les grandes lignes d'un accord : les ministres se seraient entendus sur les modalités de l'attribution de prêts bilatéraux à Athènes pour l'aider à faire face à ses échéances. Le mécanisme serait conforme aux règles de la zone euro. Celles-ci bannissent le renflouement d'un Etat en difficulté, afin d'imposer à tout le monde des règles budgétaires compatibles avec la gestion d'une monnaie unique. On était satisfait, pour les Grecs et pour l'euro.

C'eût été trop simple. Ce n'eût pas été l'Europe ! Car, dès lundi, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, avait prévenu : pas question de signer cette semaine, l'affaire relève des chefs d'Etat et de gouvernement, qui doivent se réunir à la fin du mois. Et il mettait sur la table la question de la contrepartie que l'Allemagne exige en échange d'une telle aide : l'application de sanctions, pouvant aller jusqu'à l'exclusion de la zone, pour les Etats budgétairement irresponsables. Bref, de nouvelles règles.

Mercredi, la chancelière y revenait devant le Bundestag : elle veut une modification des traités pour prévoir l'exclusion d'un mauvais élève de l'Union monétaire. Faut-il comprendre qu'il n'y aura d'aide pour la Grèce qu'à ce prix ? Angela Merkel a ses raisons. Elle a une opinion réticente, elle dirige une coalition divisée. Enfin, elle venait d'être « chauffée » par Christine Lagarde, qui avait inauguré cette belle semaine « européenne » en critiquant le modèle allemand : une économie tirée par les exportations, plus que par la demande intérieure, et qui, de ce fait, déséquilibre l'ensemble de la zone euro. La ministre française de l'économie n'a pas tort, loin de là. Etait-ce le moment pour lancer ce débat ?

Une certitude, une seule : la crise de l'euro est loin d'être finie. ■

**Société éditrice du « Monde » SA**  
Président du directoire, directeur de la publication : Eric Fottorino  
Vice-président, directeur général : David Guiraud  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain  
Directeur du « Monde » : Eric Fottorino  
Directeur adjoint : Laurent Grelsamer  
Editeur : Michel Steir  
Directrice de la rédaction : Sylvie Kauffmann  
Directeurs éditoriaux : Gérard Courtouis et Alain Frachon  
Rédacteurs en chef : Michel Kajman, Frédéric Lemaître, Franck Nouchi, Isabelle Talès, Philippe Le Coeur (numérique), Didier Pourquero (Le Monde Magazine)  
Chef d'édition : Françoise Tovo  
Directrice artistique : Sara Deux  
Veille de l'information : Eric Azan  
Secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco  
Médiatrice : Véronique Maurus  
Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président  
Gilles van Kote, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA  
Durée de la société : quatre vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000.  
Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA.

Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13  
Tel. : 01-57-28-20-00 ; Télécopieur : 01-57-28-21-21

Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74 ;  
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr  
Abonnements : par téléphone : de France 0-825-000-778  
(0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48.

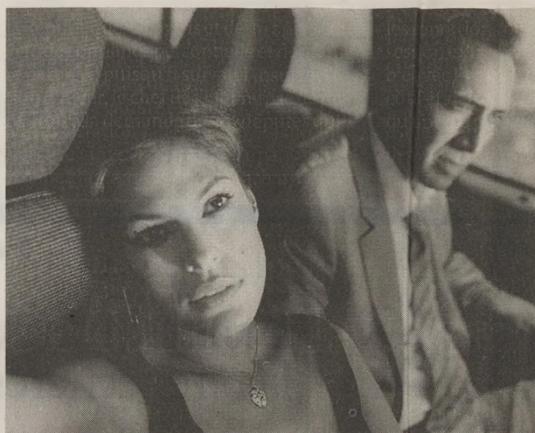
Sur Internet : www.lemonde.fr/abojournal/

Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gumbourz, 94852 Ivry cedex  
2009  
PRINTED IN FRANCE  
IMPRIM'VERT®  
Président : David Cutaad  
Directeur général : Bénédicte Hall-Ottensmæter  
40, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13 - Tél. : 01-57-28-39-00 - Fax : 01-57-28-39-26

## L'actualité sur Lemonde.fr



METROPOLITAN FILMEXPORT

### La « démesure » de Nicolas Cage

Dans une chronique vidéo, Thomas Sotinel, critique cinéma au Monde, présente *Bad Lieutenant : escale à La Nouvelle-Orléans*, le dernier film du réalisateur Werner Herzog avec Eva Mendes et Nicolas Cage. Quand celui-ci « rencontre un cinéaste à sa démesure, le résultat peut être hallucinant », estime-t-il.

### Les vins de grande surface

« Tellement de choix que c'en était envoiement et vertigineux. » Dans le cadre de ses « tribulations vinicoles », Miss Glouglou raconte sur son blog la visite d'un supermarché quelques jours avant son inauguration. C'est en « grande surface que sont vendus 70% des bordaux rouges », rappelle-t-elle.

### Le retour du vaudou funk

Pendant trois semaines, « le Tout-Puissant Orchestre Poly Rythmo, le Buena Vista Social Club africain, reprend la route pour célébrer en huit concerts le cinquantième anniversaire des indépendances », annonce le blog *Route 66 : made in Africa*.

### Google se met au vélo

Après les itinéraires pour les voitures et les piétons, le blog « Bonne Nouvelle » rapporte qu'aux Etats-Unis l'application Google Maps recense désormais le réseau de pistes cyclables de 150 grandes villes, comme New York ou San Francisco. « Une victoire pour les milliers de pétitionnaires pro-vélo d'outre-Atlantique. » Seul défaut de cette première version, « Google Maps ne prenant pas les reliefs en considération, il ne vous fera pas éviter les côtes ».

### Rendez-vous

Débat en direct, mercredi 24 mars, à partir de 10 heures, avec Bertrand Badie, professeur à Sciences Po : « Nucléaire : que reste-t-il du traité de non-prolifération ? »

# Relation Tokyo-Washington : l'épreuve de la diplomatie secrète

Le mensonge en politique n'est pas l'apanage du seul Japon. Mais ses dirigeants ont été plus loin que beaucoup de leurs homologues. Il ne s'agit pas d'un mensonge ponctuel – comme celui de George Bush pour justifier la guerre en Irak – mais étendu dans le temps : cinq décennies. En reconnaissant que durant cette période les gouvernants ont menti à la population en niant l'existence de pactes secrets entre Tokyo et Washington sur l'introduction d'armes nucléaires au Japon, le gouvernement de Yukio Hatoyama a ouvert une « boîte de Pandore ».

Non pas tant parce que ces accords étaient inconnus – depuis des années, des témoignages d'anciens diplomates japonais et des documents américains avaient confirmé leur existence –, mais parce que cet « aveu » intervient dans une phase de tension avec les Etats-Unis à propos du déplacement de l'une de leurs bases militaires à Okinawa (sud du Japon). Elle pose

## L'alliance militaire avec les Etats-Unis a placé le Japon dans une situation d'assujettissement peu commune

la question d'une diplomatie qui ignore les principes démocratiques et celle de l'assujettissement d'un Etat souverain à la stratégie planétaire américaine.

Dès son arrivée au pouvoir, en septembre 2009, le cabinet de centre-gauche de M. Hatoyama avait mis en place une commission d'experts chargée de faire la lumière sur ces accords secrets. Elle a conclu, le 9 mars, que le mensonge fut délibéré de la part des gouvernants comme de la haute administration.

Le dernier des quatre accords secrets fut passé peu avant le retour d'Okinawa sous administration japonaise (1972) qui mettait fin à vingt-sept ans d'occupation américaine. Signé, en 1969, par Richard Nixon

## Analyse

Philippe Pons  
Correspondant à Tokyo

et le premier ministre Eisaku Sato, il autorisait l'introduction d'armes nucléaires à Okinawa après la restitution. L'année précédente, le Japon avait adopté les « trois principes non nucléaires » – ne pas fabriquer, ne pas posséder et ne pas détenir de telles armes – qui valurent au même Sato le prix Nobel de la paix en 1974.

Ces accords datent de l'époque révolue de la guerre froide. Ils n'en incitent pas moins à s'interroger sur la diplomatie secrète menée par Tokyo sous la houlette américaine et, partant, sur la manière dont le Japon est gouverné. Jusqu'à quel point le gouvernement d'un pays démocratique peut-il passer outre aux aspirations de sa population au nom des « intérêts supérieurs de l'Etat » ?

La majorité des Japonais s'opposait (et s'oppose) à la présence d'armes nucléaires sur leur territoire. Le gouvernement n'en tint pas compte. Aujourd'hui, M. Hatoyama fera-t-il prévaloir la volonté populaire dans le cas du déplacement de la base à Okinawa ? La plupart des habitants de cet archipel demandent le retrait des bases militaires américaines de leur département. En 2006, Tokyo signa un accord avec Washington sur le déplacement de l'une de celles-ci, Futenma, dans une autre localité d'Okinawa en dépit de l'opposition locale exprimée par référendum. Le nouveau maire de Nago, la localité concernée, élu en décembre 2009, a fait campagne contre ce projet. En février, l'assemblée départementale d'Okinawa a voté à l'unanimité une résolution demandant le transfert de la base hors du département.

Pour les politiques, à Tokyo, Okinawa est loin : même dans les rangs du Parti démocrate de M. Hatoyama les « réalistes » sont favorables à l'application de l'ac-

cord de 2006. Le premier ministre est devant un dilemme : une politique étrangère doit-elle être menée en accord avec la volonté de ceux qu'elle est supposée servir ou en dépit de celle-ci ? Dans le cas présent, de la population d'Okinawa, qui paie le plus lourd tribut à la sécurité nationale. Tokyo souhaite établir un nouveau partenariat avec les Etats-Unis, mais les habitants d'Okinawa, qui supportent la présence des deux tiers des bases américaines au Japon (47 000 hommes), veulent un traitement égalitaire avec le reste du pays.

Les accords secrets et le transfert de la base de Futenma ne remettent pas en question l'alliance nippo-américaine, mais ils appellent à s'interroger sur l'étrange relation de subordination de Tokyo vis-à-vis de Washington. L'alliance militaire, passée en 1951 conjointement au traité de San Francisco par lequel le Japon recouvrait sa souveraineté, puis révisée en 1960, a placé progressivement l'Archipel dans une situation d'assujettissement peu commune pour un Etat souverain. Fruit d'une « indolence intellectuelle », l'alliance semble un « postulat » soustrait à tout questionnement, souligne le spécialiste des relations internationales Jitsuro Terashima, proche du premier ministre, M. Hatoyama.

Depuis la fin de la guerre froide, le Japon a été encore plus étroitement intégré à la stratégie américaine, en payant, accessoirement, 70 % du coût des forces stationnées sur son territoire. Et il s'est retrouvé engagé en Irak – certes dans le cadre d'une mission de maintien de la paix. Dans un récent éditorial, le quotidien *Asahi* appelait à examiner les responsabilités politiques de ce soutien sans détour du Japon à une guerre « sans base légale du point de vue international ». Il ne s'agit pas là d'« anti-américanisme », mais d'une aspiration à se dégager du piège simpliste de George Bush : « Vous êtes avec ou contre nous. » La révélation sur la diplomatie secrète de Tokyo pendant la guerre froide ne relève pas que de l'Histoire. ■

Courriel : pons@lemonde.fr

## Il y a 50 ans dans Le Monde De Gaulle et la Constitution

LE 3 FÉVRIER, l'Assemblée nationale, convoquée par lui en session extraordinaire, accordait au gouvernement le pouvoir d'assurer par voie d'ordonnance la sauvegarde de l'Etat. En fait et même en droit – « la signature du général de Gaulle » ayant été exigée par les députés et figurant à la première ligne de la loi – ces pouvoirs étaient confiés au président de la République. Un mois et demi après cet acte de confiance personnelle et de crainte partagée puisqu'il suivait l'insurrection d'Alger, le chef de l'Etat refuse de faire droit à la demande de 287 députés qui

réclament la convocation anticipée de cette même Assemblée. On mesure à ce simple exposé des faits la dégradation qui s'est produite en quelques semaines.

De l'unanimité nationale, on est passé à la discorde politique. Enfin la lettre de la Constitution permet bien des interprétations. Mais pour justifier son refus, le président de la République affirme que, dans les conditions où elle était demandée, la session extraordinaire serait incompatible avec l'« esprit des institutions ». L'exécutif était à deux têtes : il n'en a plus qu'une. Le président de la République

devait être un arbitre. Par la force des événements, il est devenu le chef de l'Etat.

L'évolution ne peut s'arrêter là. Tôt ou tard, la logique et la loyauté exigeront que les faits soient traduits dans les textes et la lettre adaptée à l'esprit. En accordant sa confiance au général de Gaulle le 28 septembre 1958, le pays lui avait d'abord donné mandat de faire la paix en Algérie. Il eût probablement approuvé n'importe quelle Constitution. Mais, la guerre se poursuivant, en sera-t-il de même demain ? ■

Jacques Fauvet  
(19 mars 1960.)

## Chronique Négociier avec les talibans

Pour dire le fond de sa pensée, abandonner langue de bois et propos lénifiants, un responsable politique choisit souvent un cadre inhabituel. C'est l'aveu de fin de voyage dans la cabine d'un jet, la petite phrase dans les couloirs de l'émission de télé ou la conférence à l'étranger devant un public peu familier – loin de la presse. Pour dire sa vérité sur l'Afghanistan, le secrétaire au Foreign Office a choisi la semaine dernière le cadre rassu-

## International

Alain Frachon

rant d'une des universités les plus réputées des Etats-Unis : le Massachusetts Institute of Technology (MIT), à Boston.

Y prononçant une conférence sur cette guerre, où sont engagés Américains et Européens depuis déjà neuf ans sans qu'on en perçoive la sortie, David Miliband a marqué, mercredi 10 mars, le message suivant : il est urgentissime que le gouvernement central afghan, soutenu à bout de bras par les Occidentaux, ouvre des pourparlers avec les talibans. Pas demain, maintenant : « C'est le moment pour les Afghans de rechercher un règlement politique, a dit le Britannique, avec autant de vigueur que nous poursuivons l'effort militaire et d'assistance civile. »

Militants islamistes, les talibans mènent une insurrection sans coordination centrale. Ils obéissent à des chefs différents, à leur humeur et à l'argent qui leur est proposé pour faire le coup de feu contre les forces étrangères. Mais ils appartiennent tous, ou presque, à l'ethnie dominante, les Pachtounes. Pour M. Miliband, « l'idée d'un dialogue avec ceux qui s'en prennent à nos troupes est difficile à accepter », mais « le pays n'arrivera jamais à une paix durable tant que le système politique n'intégrera pas plus d'Afghans » – comprendre, de Pachtounes.

## Une négociation avec les groupes islamistes, à quel prix ?

### Le retour de la charia – un peu, beaucoup ?

A Paris, réuni à l'initiative du CERI et de Boulevard extérieur (boulevard-exterieur.com), site spécialisé en questions internationales, un panel d'experts a défendu cette semaine la même approche que M. Miliband. L'intervention de l'OTAN ne peut avoir qu'un objectif : améliorer la sécurité dans le pays afin de favoriser une négociation avec les talibans. Ce qui pose deux questions, au moins.

La première : quand ? A en croire *The Guardian*, le calendrier des Etats-Unis n'est pas forcément celui de Londres (le Royaume-Uni est le pays d'Europe qui a le plus de troupes en Afghanistan). M. Miliband est pressé. Washington juge qu'il n'y aura pas de pourparlers sérieux tant que les talibans n'auront pas été affaiblis. L'armée américaine vient d'annoncer que 2010 serait une année dure, de reconquête du terrain.

La seconde question que pose une négociation avec les groupes islamistes est celle-ci : à quel prix ? Le retour de la charia en Afghanistan – un peu, beaucoup ? A Boston, M. Miliband s'est efforcé d'être rassurant : « Dialoguer, ce n'est pas capituler, et faire sa place à quelqu'un n'est pas lui donner un droit de veto. » Féroce de sciences exactes, le public du MIT n'a pas forcément été convaincu. ■

Courriel : frachon@lemonde.fr

# Finances : M<sup>me</sup> Merkel souhaite qu'un pays laxiste puisse être exclu de la zone euro

La chancelière allemande a réitéré son opposition à une aide à la Grèce

► Suite de la première page

Trois jours plus tôt, dans le *Financial Times Deutschland*, son homologue allemand, Wolfgang Schäuble, s'était montré provocant en plaçant pour des sanctions plus sévères : une suspension « pour au moins un an » du droit de vote d'un Etat membre non coopératif, voire, en dernier recours, l'exclusion d'un Etat de la zone euro.

Au Bundestag, lundi, la chancelière a monté le ton d'un cran. Elle a creusé sa différence avec la France, qui appelle à la « solidarité de la zone euro ». Elle a rappelé l'Europe à ses devoirs et prôné l'orthodoxie budgétaire. « Une manifestation de solidarité rapide [envers la Grèce] ne peut pas être la bonne réponse », a-t-elle dit aux députés. Il faut « attaquer le problème par la racine ». La Grèce doit elle-même conduire ses réformes structurelles et la réduction de ses déficits : « Il ne faut pas apporter une aide prématurée, mais mettre de l'ordre dans tout cela. Toute autre chose serait fatale. »

Cette leçon de rigueur irrite en Europe. On accuse l'Allemagne de

faire cavalier seul et de céder à la pression des citoyens, qui voient d'un mauvais œil, après l'austérité qu'ils se sont imposée, de payer le laxisme des Grecs. Le gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, a qualifié d'« absurde » l'hypothèse d'une exclusion de la zone euro.

Mais pour les Allemands, l'orthodoxie est une nécessité. Politiquement, traumatisés par le souvenir de l'inflation, ils tiennent à une monnaie forte. Juridiquement, ils font valoir le respect du

traité institutionnel européen qui interdit tout renflouement d'un pays de la zone euro. Déontologiquement, en prêtant à un seul, ils craignent de mal inspirer les autres. « Que les gens acceptent que nous ayons des règles que nous avons écrites ensemble », explique un conseiller de la chancelière. Ce n'est pas antieuropéen de les respecter. »

« L'Allemagne n'aidera pas la Grèce, sauf en cas d'extrême limite », répète Ulrich Wilhelm, le bras droit de la chancelière. Berlin veut

## Des plans de réduction des déficits jugés « optimistes »

La Commission européenne a envoyé, mercredi 17 mars, un coup de semonce budgétaire à plusieurs pays dont le Royaume-Uni et la France, afin qu'ils appliquent à la lettre le pacte de stabilité. L'exécutif européen a publié des évaluations de la crédibilité des programmes de réduction des déficits de 14 pays dont la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie. « D'une manière générale, pour la majorité des 14 programmes examinés, les hypothèses de croissance

sous-tendant les projections budgétaires sont jugées plutôt optimistes », indique la Commission. « En outre, dans plusieurs cas, la stratégie d'assainissement budgétaire proposée n'est pas suffisamment étayée par des mesures concrètes à compter de 2011 », ajoute-t-elle. La Commission juge « très optimistes » les hypothèses de croissance du gouvernement français (2,5 % par an dès 2011) pour parvenir à réduire le déficit à 3 % en 2013. — (Corresp.)

envoyer un message clair aux pays de la zone euro : leurs partenaires ne sont pas là pour les renflouer à l'infini et se substituer à eux lorsqu'ils n'assument pas leurs responsabilités.

Mais la marge de manœuvre de M<sup>me</sup> Merkel est étroite : il lui faut à la fois satisfaire son opinion publique, hostile à l'idée de subventionner les Grecs, montrer sa fermeté contre l'endettement dans un pays dont la Constitution limite le déficit fédéral à 0,35 % du produit intérieur brut (PIB) à partir de 2016, et ne pas bloquer une aide à la Grèce dont pourrait dépendre l'équilibre de la zone euro.

A Bruxelles, mercredi soir, le premier ministre grec a réagi aux propositions d'Angela Merkel. « La Grèce ne va pas quitter la zone euro », a affirmé Georges Papan-dréou. Il n'a pas exclu d'avoir recours au FMI, une option que certains considèrent comme un désaveu de la zone euro, mais à laquelle d'autres, comme la Finlande, les Pays-Bas ou l'Italie, ne sont pas hostiles : « Nous préférons une solution européenne », mais « toutes les options sont ouvertes ». ■

Marion Van Renterghem